

Convention collective départementale

IDCC : **1572 | MÉTALLURGIE (Charente)**
(12 décembre 1989)

(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)

(Étendue par arrêté du 29 octobre 1990,

Journal officiel du 1^{er} novembre 1990)

Accord du 4 décembre 2019

relatif aux taux effectifs garantis et à la valeur du point pour l'année 2019

NOR : ASET2050144M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM CHARENTE,

D'une part, et

CFDT METAL ;

FO METAUX ;

CFE-CGC METAL,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

■ **Taux effectifs garantis**

Les taux effectifs garantis annuels tels que définis par le précédent accord signé le 20 juillet 2018 (étendu par arrêté du 13 février 2019, publié au *JO* le 21 février 2019), sont fixés pour l'année 2019 comme suit et seront adaptés à l'horaire collectif en vigueur dans l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

Coefficients	TEG annuel (151,67 heures)
140	18 308 €
145	18 330 €
155	18 346 €
170	18 463 €
180	18 517 €
190	18 575 €
215	18 860 €

Coefficients	TEG annuel (151,67 heures)
225	19 669 €
240	20 522 €
255	21 664 €
270	22 462 €
285	23 682 €
305	25 530 €
335	27 006 €
365	29 747 €
395	31 351 €

Valeur du point : 5,35 €.

■ Salaires minima conventionnels

Ces salaires minima conventionnels déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective de la Charente.

À compter de la date d'extension du présent accord, la valeur du point est fixée à 5,35 € (pour 151,67 heures) cette valeur étant portée en application de l'avenant du 14.10.1983 (cf. page 74 de la convention collective départementale) à :

- 5,62 € pour le personnel ouvrier ;
- 5,72 € pour la maîtrise d'atelier.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989 dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29 octobre 1990, paru au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1990.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Angoulême, le 4 décembre 2019.

(Suivent les signatures.)